

COURT OF APPEAL OF
NEW BRUNSWICK



COUR D'APPEL DU
NOUVEAU-BRUNSWICK

13-10-CA

J.K.S.

APPELLANT

- and -

HER MAJESTY THE QUEEN

RESPONDENT

J.K.S. v. R., 2010 NBCA 73

CORAM:

The Honourable Chief Justice Drapeau

The Honourable Justice Larlee

The Honourable Justice Quigg

Appeal from a decision of the Court of Queen's
Bench:

February 1, 2010 (sentence)

History of Case:

Decision under appeal:

Unreported

Preliminary or incidental proceedings:

N/A

Appeal heard:

September 23, 2010

Judgment rendered:

September 23, 2010

Counsel at hearing:

For the appellant:

Patrick E. Hurley, Q.C.

and Jayne Roberts

For the respondent:

Adam J. van der Linde

THE COURT

The application for leave to appeal sentence is
dismissed.

J.K.S.

APPELANT

- et -

SA MAJESTÉ LA REINE

INTIMÉE

J.K.S. c. R., 2010 NBCA 73

CORAM :

L'honorable juge en chef Drapeau

L'honorable juge Larlee

L'honorable juge Quigg

Appel d'une décision de la Cour du Banc de la
Reine :

Le 1^{er} février 2010 (prononcé de la sentence)

Historique de la cause :

Décision frappée d'appel :

Inédite

Procédures préliminaires ou accessoires :

s.o.

Appel entendu :

Le 23 septembre 2010

Jugement rendu :

Le 23 septembre 2010

Avocats à l'audience :

Pour l'appellant :

Patrick E. Hurley, c.r.,

et Jayne Roberts

Pour l'intimée :

Adam J. van der Linde

LA COUR

La demande en autorisation d'appel de la peine est
rejetée.

The following is the judgment delivered by

THE COURT

(Orally)

- [1] This is an application under s. 839 of the *Criminal Code* for leave to appeal the sentence imposed by a judge of the Court of Queen's Bench acting as a summary conviction appeal court judge under Part XXVII ("Summary Convictions"). Upon his guilty plea, the appellant was handed a suspended sentence by a judge of the Provincial Court for the offence of causing bodily harm to his six-year-old child while assaulting him (s. 267(b)). The summary conviction appeal court judge varied the sentence to 45 days in jail.
- [2] Section 718.01 of the *Criminal Code* provides principled support for the sentence under appeal. The provision, which went unmentioned in the Provincial Court, states: "[w]hen a court imposes a sentence for an offence that involved the abuse of a person under the age of eighteen years, it shall give primary consideration to the objectives of denunciation and deterrence of such conduct".
- [3] Having regard to s. 718.01 and given the lack of issues of general importance, we conclude the case for leave to appeal sentence has not been made. Accordingly, we dismiss the application for leave to appeal sentence under s. 839.

Version française du jugement rendu par

LA COUR
(Oralement)

- [1] Il s'agit en l'espèce d'une demande présentée en vertu de l'art. 839 du *Code criminel* dans le but d'obtenir l'autorisation d'interjeter appel d'une peine imposée par un juge de la Cour du Banc de la Reine agissant à titre de juge de la Cour d'appel en matière de poursuites sommaires sous le régime de la Partie XXVII (« Déclarations de culpabilité par procédure sommaire »). Après avoir inscrit son plaidoyer de culpabilité, l'appelant s'est vu accorder un sursis de sentence par un juge de la Cour provinciale pour l'infraction d'avoir, en se livrant à des voies de fait, infligé des lésions corporelles à son enfant de 6 ans (al. 267*b*). La juge de la Cour d'appel en matière de poursuites sommaires a porté la peine à 45 jours d'emprisonnement.
- [2] L'article 718.01 du *Code criminel* fournit un fondement de principe à la peine qui fait l'objet du présent appel. Cette disposition, qui n'a pas été soulevée en Cour provinciale, prévoit ce qui suit : « Le tribunal qui impose une peine pour une infraction qui constitue un mauvais traitement à l'égard d'une personne âgée de moins de dix-huit ans accorde une attention particulière aux objectifs de dénonciation et de dissuasion d'un tel comportement ».
- [3] Compte tenu de l'art. 718.01 et de l'absence de questions d'importance générale, nous concluons que l'appelant n'a pas démontré le bien-fondé de sa demande en autorisation d'interjeter appel de la peine. Par conséquent, nous rejetons la demande en autorisation d'interjeter appel de la peine présentée en vertu de l'art. 839.